

Bulletin régional sur le marché du travail Outaouais

Premier trimestre de 2000, volume 20, numéro 1

Le Bulletin régional sur le marché du travail de l'Outaouais est réalisé par la Direction de la planification, de la recherche et du partenariat d'Emploi-Québec Outaouais.

Direction

Yves Lachapelle

Rédaction

Josée Lavoie

Soutien technique

Anne Lahaie

Texte sur la conjoncture

François Laverdure, Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail

Tableaux et graphiques

Omar Choucair et Lassad Damak, Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail

Josée Lavoie, économiste, Emploi-Québec Outaouais

Révision linguistique

Solange Deschênes, réviseure

Abonnement et changement d'adresse:

Emploi-Québec Outaouais

Anne Lahaie

Téléphone : (819) 772-3035 poste 275

Télécopieur : (819) 772-3250

Site Internet : <http://www.mss.gouv.qc.ca>

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 2000

ISSN 1180-4572

TABLE DES MATIÈRES

PREMIER TRIMESTRE 2000

NOTE AU LECTEUR	4
FAITS SAILLANTS	6
Section 1. La conjoncture	7
1.1 Le niveau national et international	7
1.2 La région de l'Outaouais	8
Section 2. Le marché du travail	10
2.1 Les principaux indicateurs	10
2.2 Les autres régions du Québec	10
2.3 L'emploi par sexe	11
2.4 L'emploi par groupe d'âge	11
2.5 L'emploi par secteur d'activité	12
Section 3. Tableaux et graphiques	29

LEXIQUE

Population de 15 ans et plus

Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active

Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi

Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle des personnes occupées utilisée par l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada.

Chômeurs

Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs
_____ x 100
Population active

Taux d'activité

Population active
_____ x 100
Population de 15 ans et plus

Taux d'emploi

Emploi
_____ x 100
Population de 15 ans et plus

Note: Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

NOTE AU LECTEUR

MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE¹

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage diffusées mensuellement par Statistique Canada et tirées de l'*Enquête sur la population active*. Les estimations dont font part mensuellement les médias sont désaisonnalisées, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année. Les estimations régionales sont, quant à elles, des données brutes. Statistique Canada ne désaisonnalise pas ces données. Comme les niveaux d'emploi et de chômage varient en fonction de la période de l'année, on ne peut donc comparer les estimations régionales d'un mois qu'avec celles du mois correspondant des années antérieures.

Les estimations régionales se distinguent également des estimations québécoises mensuelles non désaisonnalisées en ce que les premières sont des moyennes mobiles trimestrielles. Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour Chaudière-Appalaches est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. L'estimation de mai correspondra au taux moyen de mars, avril et mai. Cette façon de faire a été introduite par Statistique Canada en 1991 afin de réduire les fluctuations mensuelles des estimations régionales occasionnées par la faible taille de l'échantillon à partir duquel sont produites ces estimations.

Malgré l'établissement de moyennes mobiles trimestrielles, les estimations régionales demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui est de 10 567 ménages pour l'ensemble du Québec, varie, selon les régions, de 265 ménages à Laval à 1 387 ménages en Montérégie. Statistique Canada a estimé les marges d'erreur pour les régions du Québec à partir des estimations moyennes de septembre 1995 à février 1997². Le coefficient de variation, qui est de 2,7 % pour l'estimation du taux de chômage trimestriel de l'ensemble du Québec, varie de 7,3 % sur l'île de Montréal à 14,8 % pour la région de la Côte-Nord et Nord-du-Québec.

Selon ces estimations, comme on peut le voir au tableau qui suit, lorsque le taux de chômage non désaisonné estimé pour le Québec pour un trimestre donné est de 11,6 %, il y a 67 % de chances que le taux réel, qu'on observerait si l'on recensait tous les ménages du Québec, se situe entre 11,3 % et 11,9 %. Lorsque l'on veut hausser à 90 % l'intervalle de confiance, les bornes inférieure et supérieure sont respectivement de 11,1 % et 12,1 %, ce qui signifie qu'il y a 90 % de probabilités que le taux réel se situe entre ces bornes.

Pour les estimations régionales, la marge d'erreur s'accroît considérablement. Ainsi, une estimation du taux de chômage de 18,7 % pour la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 16,7 % et 20,7 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc dans

1 André Grenier, économiste à la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec.

2 La période part de la moyenne mobile de trois mois de juillet à septembre 1995 jusqu'à celle de décembre 1996 à février 1997.

ce cas-ci de 4 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 2 points dans un sens ou dans l'autre ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 13,4 % se situe en réalité entre 12,4 % et 14,4 % deux fois sur trois.

	Taille de l'échantillon	Taux de chômage moyen 9-95 à 2-97*	Intervalles de confiance					
			à 95 %		à 90 %		à 67 %	
			Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Province de Québec	10 567	11,6	11,0	12,2	11,1	12,1	11,3	11,9
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	432	18,7	14,7	22,7	15,7	21,7	16,7	20,7
Bas-Saint-Laurent	432	13,8	10,7	16,9	11,5	16,1	12,3	15,3
Québec	914	11,9	10,0	13,8	10,5	13,3	11,0	12,8
Chaudière-Appalaches	462	7,2	5,5	8,9	5,9	8,5	6,4	8,0
Estrie	910	10,0	7,7	12,3	8,2	11,8	8,8	11,2
Montérégie	1 387	9,9	8,4	11,4	8,8	11,0	9,2	10,6
Montréal	1 139	13,4	11,5	15,3	11,9	14,9	12,4	14,4
Laval	265	9,9	7,3	12,5	8,0	11,8	8,6	11,2
Lanaudière	553	11,8	9,1	14,5	9,7	13,9	10,4	13,2
Laurentides	595	10,8	8,5	13,1	9,1	12,5	9,7	11,9
Outaouais	685	10,9	8,7	13,1	9,3	12,5	9,8	12,0
Abitibi-Témiscamingue	471	11,0	8,5	13,5	9,2	12,8	9,8	12,2
Mauricie —Bois-Francs	1 186	11,6	9,6	13,6	10,1	13,1	10,6	12,6
Saguenay —Lac-Saint-Jean	732	14,7	12,7	16,7	13,2	16,2	13,7	15,7
Côte-Nord et Nord-du-Québec	404	14,3	10,0	18,6	11,1	17,5	12,2	16,4

Source : Statistique Canada.

*Selon les moyennes mobiles de trois mois de septembre 1995 à février 1997.

La marge d'erreur élevée des estimations trimestrielles régionales doit inciter l'utilisateur à interpréter ces estimations avec circonspection. Celui-ci doit garder à l'esprit qu'une variation d'une estimation dans un sens, si elle est inférieure à ce qui est expliqué par le coefficient de variation, peut en réalité camoufler une variation en sens contraire.

OUTAOUAIS

PREMIER TRIMESTRE 2000

FAITS SAILLANTS

Au Canada, le début de l'année continue de marquer une croissance de l'activité économique. En effet, le PIB au coût des facteurs a augmenté de 0,5 % en janvier pour atteindre 770,1 milliards de dollars ce qui représente une hausse de 4,7 % par rapport au mois de janvier, 1999.

Au Québec, l'année 1999 a montré une hausse de 4,9 % du PIB au coût des facteurs qui a atteint 172,8 milliards. Cette croissance provenait des investissements des entreprises et de la demande des consommateurs.

Au premier trimestre de 2000, le marché du travail au Québec et en Outaouais montre plus de vigueur qu'il y a un an. En Outaouais, au cours de cette période, le volume d'emplois se gonfle de 3,3 % pour atteindre 151 600 travailleurs au premier trimestre de 2000. Au Québec, au même moment, les emplois croissent de 3,1 %, soit un taux d'augmentation comparable à l'Outaouais. On note cependant moins de précarité dans les emplois en Outaouais, puisque les gains d'emplois sont exclusivement à temps plein, signe d'une meilleure confiance en l'économie.

Au premier trimestre de 2000, c'est un marché du travail effervescent qui s'offre aux femmes de la région avec une progression du volume d'emplois de 9,4 %. À l'opposé, les hommes de l'Outaouais ne tirent pas partie de la croissance de l'emploi entre le premier trimestre de 1999 et celui de 2000 et leur niveau d'emplois s'abaisse de 1,6 %. Cet écart s'explique en partie par l'augmentation de l'activité dans l'administration publique et les soins de santé et assistance sociale, des secteurs largement dominés par une main-d'œuvre féminine; alors que la construction, un bastion masculin, prend du recul au premier trimestre de 2000. En comparaison, pour l'ensemble du Québec, à la même période, hommes et femmes profitent de la hausse d'emplois.

SECTION 1

La conjoncture

1.1 Le niveau national et international³

Le 21 mars dernier, le Federal Open Market Committee de la banque fédérale américaine (FED) haussait de 25 points de base le taux des fonds fédéraux pour fixer ce dernier à 6 %, dans le but de tenter de calmer la croissance de la demande interne aux États-Unis. Malgré tout, cette augmentation ne semble pas avoir les effets voulus sur l'économie américaine. La demande des consommateurs semble demeurée forte, encouragée par l'augmentation du revenu personnel disponible, malgré l'accroissement des taux d'intérêt et du prix de l'essence. Seuls le marché du travail et le marché de l'habitation voient leur croissance diminuer légèrement sans pour autant subir une décroissance.

Le produit intérieur brut (PIB) réel des États-Unis a augmenté de 7,3 % au quatrième trimestre de 1999 en données annualisées. Cette forte croissance économique est accompagnée d'un déficit important du compte courant américain qui atteint 338,9 milliards de dollars américains en 1999 (comparativement à 220,6 milliards en 1998). Cette situation crée une pression importante sur l'inflation puisque la reprise des exportations américaines, qui permettrait de réduire ce déficit, risque de provoquer une importation d'inflation. Quant à l'inflation pouvant provenir de l'augmentation des salaires, la croissance remarquable de 3 % de la productivité américaine en 1999 (6,4 % en termes annualisés au quatrième trimestre de 1999) permet de réduire sensiblement les craintes liées à cette source d'inflation. Ainsi, la croissance américaine devrait se poursuivre sans pour autant que l'inflation ne se manifeste. Seule une augmentation très marquée du taux des fonds fédéraux pourrait avoir des conséquences à court terme sur cette réalité.

Au Canada, le début de l'année continue de marquer une croissance de l'activité économique. En effet, le PIB au coût des facteurs a augmenté de 0,5 % en janvier pour atteindre 770,1 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 4,7 % par rapport au mois de janvier 1999. Il s'agit d'une dix-huitième augmentation mensuelle consécutive, faisant de cette période la plus longue depuis que les statistiques sur le PIB sont compilées par Statistique Canada, soit 1961. Les secteurs de la construction, des services publics, des banques, des détaillants, des mines et de la fabrication sont à la base de cette croissance. À l'inverse, les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'enseignement ont connu une baisse de leur activité. Au

3 Cette section a été rédigée par François Laverdure, économiste à la Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail.

Québec, l'année 1999 a montré une hausse de 4,9 % du PIB au coût des facteurs qui a atteint 172,8 milliards. Cette croissance provenait des investissements des entreprises et de la demande des consommateurs.

L'inflation semble montrer une certaine reprise tout en demeurant dans la fourchette des cibles de la Banque du Canada. L'Indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 2,7 % entre février 1999 et février 2000. Cela représente la plus forte hausse depuis 1995. La croissance importante du prix du pétrole et de l'énergie explique cette poussée de l'inflation, qui aurait été de seulement 1,3 % sans ces derniers. Au Québec, pour la même période, l'inflation a été légèrement supérieure à celle du Canada en atteignant 2,8 %.

L'Indice composite de Statistique Canada a poursuivi sa croissance en février pour atteindre 158,2 ce qui représente une hausse de 1 %. L'amélioration du marché du travail et de l'habitation est à l'origine de cette hausse. Quant à l'Indice précurseur de Desjardins, il a augmenté de 0,7 % en janvier, annonçant un avenir prometteur pour l'économie québécoise. Cependant, l'Indice de l'emploi n'a pas participé à cette croissance pour un troisième mois consécutif, laissant entendre que les prochaines hausses de l'emploi seront plus modérées que celles que nous avons connues à la fin de 1999. Cette information trouve une confirmation dans l'Indice de l'offre d'emploi⁴ de Statistique Canada qui a diminué de 1,2 % au Québec entre les mois de janvier et février, alors qu'il augmentait de 1,2 % au Canada. Malgré tout, l'Indice est supérieur de 4,6 % par rapport au mois de février 1999 au Québec et de 13,3 % au Canada.

1.2 La région de l'Outaouais

L'année 1999 a été plus prospère pour l'Outaouais, marquée par une croissance de l'emploi de 5,2 %, dépassant le taux de croissance de 2,3 % obtenu pour l'ensemble du Québec. Même si la croissance pour le premier trimestre de 2000 s'estime à 3,3 % dans la région, elle suit maintenant la moyenne québécoise (3,1 %).

Selon les données du quatrième trimestre de 1999, le nombre de prestataires à l'assurance emploi diminue de 8,8 % en Outaouais par rapport au trimestre correspondant de 1998. Ainsi, au quatrième trimestre de 1999, en Outaouais 4 470 personnes étaient prestataires à l'assurance emploi.

Quant au nombre de prestataires à la sécurité du revenu, en décembre 1999, 19 883 adultes vivaient de ce moyen de subsistance en Outaouais, une baisse de 4,9 % par rapport à décembre 1998.

Des 9,325 millions que compte investir Développement économique Canada dans la région pour les cinq prochaines années, 6,875 millions iront au développement technologique, 1,2 million pour le développement touristique et 1,25 million pour le

4 L'Indice de l'offre d'emploi de Statistique Canada est obtenu à partir des annonces d'emplois publiées dans 22 journaux de 20 agglomérations urbaines au Canada. Il traduit en quelque sorte les intentions des employeurs d'embaucher du personnel.

développement entrepreneurial des municipalités régionales de comté (MRC) dites plus rurales.

Pour le dernier semestre, soit de la fin de septembre 1999 à la fin de mars 2000, le Fonds de lutte contre la pauvreté en Outaouais a financé un peu plus de 40 projets pour une somme approximative de 2 millions de dollars et plus d'une centaine d'emplois créés.

SECTION 2

Le marché du travail

2.1 Les principaux indicateurs

Au premier trimestre de 2000, le marché du travail au Québec et en Outaouais montre plus de vigueur qu'il y a un an. C'est en effet ce que présentent les données statistiques non désaisonnalisées du tableau 1. En Outaouais, au cours de cette période, le volume d'emplois se gonfle de 3,3 % pour atteindre 151 600 travailleurs au premier trimestre de 2000. Au Québec, au même moment, les emplois croissent de 3,1 %, soit un taux d'augmentation comparable à l'Outaouais. On note cependant moins de précarité dans les emplois en Outaouais, puisque les gains d'emplois sont exclusivement à temps plein, signe d'une meilleure confiance en l'économie.

En outre, la population active progresse plus rapidement en Outaouais (4,2 %) qu'au Québec (1,4 %). Ainsi, le taux de croissance de la population active outaouaise emboîte le pas et surpasse même celui de l'emploi, contrairement à l'ensemble du Québec. En corollaire, le nombre de chômeurs augmente dans la région de 15,8 % entre le premier trimestre de 1999 et celui de 2000. Cet état de fait contribue à faire passer le taux de chômage de 7,6 % à 8,4 % en Outaouais au cours de cette période et avoisine maintenant le taux de 9 % de la moyenne québécoise au premier trimestre de 2000.

Quant aux taux d'activité et d'emploi en Outaouais, ils sont en hausse et s'établissent respectivement à 65,4 % et 59,9 % au cours des trois premiers mois de l'année 2000. Ils demeurent supérieurs de trois à quatre points de pourcentage aux taux québécois.

De son côté, l'économie de l'agglomération d'Ottawa-Hull semble galvanisée. L'emploi fait un bond de 5,7 % entre le premier trimestre de 1999 et celui de 2000. Par ailleurs, le taux de chômage se situe à 6,1 % alors que le taux d'activité frôle 70 % au premier trimestre de 2000.

2.2 Les autres régions du Québec

Au premier trimestre de 2000, la région se maintient au quatrième rang parmi ses consœurs québécoises en ce qui a trait aux taux d'activité et d'emploi. À ce chapitre, c'est la région de la Montérégie qui arrive en tête de peloton avec un taux d'activité de 69,2 % et un taux d'emploi de 64,5 %. Elle devance ainsi d'un peu plus

de trois points de pourcentage les taux de ses plus proches rivales, Laurentides, Lanaudière et Outaouais.

En ce qui concerne le taux de chômage, l'Outaouais se classe au sixième rang parmi les 16 régions du Québec avec un taux de 8,4 %. Le meilleur taux va à la région de Chaudière-Appalaches avec un taux de chômage de 6,4 %, talonnée de près par la Montérégie qui affiche 6,7 %.

Encore une fois, les principaux indicateurs du marché du travail de la région urbaine d'Ottawa-Hull suscitent l'envie. L'agglomération arbore d'une manière acrimonieuse ses performances avec notamment un taux d'emploi de 65 %, laissant loin derrière elle sa principale adversaire, Montréal, qui obtient un taux de 60,3 %. Une fois de plus, c'est l'agglomération Chicoutimi-Jonquière qui vient fermer le rang et affiche les plus piètres résultats dont un taux d'emploi de 48 % au premier trimestre de 2000.

2.3 L'emploi par sexe

Au premier trimestre de 2000, c'est un marché du travail effervescent qui s'offre aux femmes de la région avec une progression du volume d'emplois de 9,4 %. À l'opposé, les hommes de l'Outaouais ne tirent pas partie de la croissance de l'emploi entre le premier trimestre de 1999 et celui de 2000 et leur niveau d'emplois s'abaisse de 1,6 %. Cet écart s'explique en partie par l'augmentation de l'activité dans l'administration publique et les soins de santé et assistance sociale, des secteurs dominés largement par une main-d'œuvre féminine, alors que la construction, un bastion masculin, prend du recul au premier trimestre de 2000. En comparaison, pour l'ensemble du Québec, à la même période, hommes et femmes profitent de la hausse d'emplois.

Ainsi, pour cette période d'analyse, compte tenu que la population active masculine outaouaise s'accroît modestement alors que le niveau d'emplois se contracte, le taux de chômage des hommes se hisse à 10,6 % surpassant le taux de 9,6 % des hommes dans l'ensemble du Québec et celui de 5,9 % des femmes de la région.

Pour les femmes de l'Outaouais, les indicateurs du marché du travail s'avèrent significativement supérieurs à ceux qui sont obtenus par leurs consœurs québécoises. À titre d'exemple, leur taux d'activité (60,1 %) et leur taux d'emploi (56,6 %) dépassent d'un peu plus de 5 points de pourcentage les taux d'activité (54,8 %) et d'emploi (50,3 %) des femmes à l'échelle du Québec.

2.4 L'emploi par groupe d'âge

Chez les jeunes de l'Outaouais, les résultats se détériorent au premier trimestre de 2000 par rapport à il y a un an. Ainsi, le volume d'emplois des 15 à 29 ans en Outaouais se comprime de 4,9 % alors que les jeunes québécois profitent d'une création d'emplois de 1,4 %. Malgré ce contexte défavorable, les jeunes outaouais affichent encore des taux d'activité (68,4 %) et d'emploi (58 %) dépassant ceux des jeunes québécois.

À l'inverse, les 30 ans et plus de la région bénéficient d'un marché de l'emploi encore plus clément que leurs homologues québécois. En effet, entre le premier trimestre de 1999 et celui de 2000, le volume de la population active outaouaise âgée de 30 ans et plus se gonfle de 5,1 % et leur niveau d'emplois bondit de 6 %. En conséquence, leur taux d'activité (64,4 %) et leur taux d'emploi (60,4 %) sont en hausse au premier trimestre de 2000.

2.5 L'emploi par secteur d'activité⁵

Le secteur primaire

Selon les données de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, le secteur agricole au Québec gagne 1 000 emplois entre le premier trimestre de 1999 et celui de 2000. On estime ainsi 58 600 postes au sein de l'industrie agricole québécoise au premier trimestre de 2000. Quant aux autres branches du secteur primaire, elles subissent un déclin au chapitre de l'emploi durant le même laps de temps. Pour ce secteur, on dénombre 32 300 salariés au premier trimestre de 2000, une diminution de 4,4 % par rapport à l'année dernière.

Un nouvel organisme reçoit une subvention d'environ 16 000 dollars afin de mettre sur pied un Centre de ressources pour l'établissement en agriculture de l'Outaouais (CREA). Ce centre veut travailler à faciliter le transfert d'entreprises agricoles en Outaouais ainsi que l'établissement de nouvelles entreprises afin de maintenir et de développer ce secteur d'activité dans la région.

Un regroupement donne naissance à une Corporation de gestion des forêts du Pontiac. Issu du partenariat entre la Coopérative forestière de l'Outaouais, le Groupement forestier du Pontiac et le Centre local de développement du Pontiac, cet organisme sans but lucratif vise à offrir toute une gamme de services aux compagnies forestières tout en participant à la gestion, à l'aménagement et à l'exploitation des ressources forestières du Pontiac afin d'en assurer une saine gestion et la pérennité. La Corporation de gestion des forêts du Pontiac a commencé ses activités en avril dernier et elle aspire à réaliser un chiffre d'affaires d'environ quatre millions de dollars dès sa première année d'existence.

Le Fonds de lutte contre la pauvreté en Outaouais alloue 125 000 dollars à la Coop solidarité en aménagement forestier de la Municipalité régionale de comté (MRC) de Papineau, créant d'un même souffle 6 emplois.

5 La classification type des industries (CTI de 1980) a été remplacée par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) en janvier 1999.

Le secteur secondaire⁶

Au Québec, au premier trimestre de 2000, les industries de fabrication emploient 632 500 personnes, une progression de 5,1 % en comparaison avec la même période de l'année précédente. Au même moment, en Outaouais, la croissance de l'emploi du secteur de la fabrication se fait encore plus probante avec l'ajout d'un peu plus de 4 000 postes, portant à 13 800 le bassin d'emplois.

Un nouveau fonds d'investissements a vu le jour dans le secteur du bioalimentaire. Ce fonds, issu d'une participation de l'Union des producteurs agricoles et du Fonds de solidarité FTQ, dispose d'une enveloppe initiale de 10 millions de dollars. Cette somme servira à aider les développements dans le domaine des neutraceutiques, dans les biotechnologies récentes et dans les technologies agricoles et alimentaires, en plus de faire mousser la collaboration entre l'industrie et les centres de recherches.

La flambée des prix des carburants, dont le mazout, se répercute également sur les serriculteurs qui doivent, sans jeux de mots, se serrer la ceinture. Déjà, pour plusieurs d'entre eux, la situation financière n'était guère reluisante puisque, selon une analyse faite par la société de financement agricole, seulement le tiers des serriculteurs maraîchers pouvaient financièrement prendre de l'expansion en 1998; les autres arrivaient à peine à survivre. Ce sont particulièrement ces derniers qui voient leurs finances laminées par la hausse du prix du mazout.

Querelle ou rififi épisodique, producteurs et transformateurs de lait se disputent encore. En février dernier, la Fédération des producteurs de lait du Québec réduisait considérablement les quotas de lait dédiés à l'exportation, en raison d'une pénurie anticipée de lait sur le marché intérieur à l'automne prochain. En corollaire, les fromagers du Québec continuent d'exporter avec beaucoup de parcimonie leurs produits, faute de lait. En outre, la Commission canadienne du lait n'émet plus aucun permis à l'exportation pour les producteurs de fromage depuis février 2000.

Important mariage dans l'industrie laitière, Dairyworld Foods et Parmalat s'unissent afin de fonder une nouvelle entreprise, Maxima Foods Ltd. Maxima alliera plus de 3 000 employés avec une capacité de production de 1,4 milliard de litres de lait par an, ce qui lui vaut le titre du plus important producteur canadien de lait nature. Précisons que la laiterie Château de Buckingham, propriété de Dairyworld, compte parmi les entreprises fusionnées. Il semble que sa survie ne soit pas mise en cause pour le moment.

Une trentaine d'agriculteurs des régions de l'Outaouais et de l'Est ontarien se lancent dans la viticulture afin de diversifier leur production et d'appivoiser un autre mode de production. La région est propice à ce genre de culture en raison du micro-climat et, qui sait, éventuellement la région disposera peut-être d'une route des vins.

6 Les changements apportés dans la nomenclature des activités économiques, soit le passage de la classification type des industries au SCIAN, provoquent des variations qui nous laissent perplexes. Et ces modifications semblent se faire sentir encore au premier trimestre de 2000.

Le secteur de la haute couture prend du galon en Outaouais, après Dominique Lévesque, voilà que Monelle Vadier lançait sa nouvelle collection de prêt-à-porter en mars dernier dans son petit atelier de Chelsea.

Par ailleurs, l'entreprise Le Pied-de-biche de Saint-André-Avellin part à la conquête du marché américain. Au mois de février, l'entreprise est allée présenter sa collection de vêtements à Philadelphie.

Compétitivité oblige, Domtar compte injecter 130 millions de dollars dans ses scieries québécoises et ontariennes au cours des trois prochaines années. Cette injection lui permettra d'accroître sa productivité en réduisant les pertes de matières premières et en augmentant la production de pieds mesure de planche.

À Montebello, les Séchoirs Outaouais, une entreprise dont sa principale activité réside dans le séchage de bois nobles tels le chêne et l'érable, investit 750 000 dollars pour l'automatisation de sa chaîne de débitage. Les travaux d'agrandissement et de modernisation pour cette nouvelle ligne de débitage seront terminés au cours de l'été. Ce changement va se répercuter sur la redéfinition des tâches mais pas sur le nombre d'employés. Actuellement, l'entreprise a dû recourir à l'embauche temporaire d'une douzaine de travailleurs pour venir prêter main-forte à la cinquantaine d'employés permanents, afin de respecter les délais de production. L'entreprise estime que cette modernisation lui permettra d'accroître sa capacité de production de quatre à cinq millions de pieds mesure de planche par année.

Makibois fait revivre Franc Bois de Maniwaki. Les industries Franc Bois ont déclaré forfait en décembre 1999 après avoir cessé pendant trois mois leurs activités. L'achat de cette entreprise par Makibois permettra de relancer les activités de cette scierie d'ici la fin de l'année 2000. On se rappelle que Franc Bois employait 60 travailleurs.

Les petites entreprises d'ébénisterie connaissent de plus en plus de succès dans la MRC de Papineau. C'est le cas de Monpier Ébéniste qui se spécialise en bois sur mesure, tabourets et accessoires de décoration qui, riche de ses 12 employés, aspire maintenant à agrandir son atelier et à embaucher d'autres personnes.

La concentration se poursuit dans l'industrie forestière. Cette fois, c'est la papetière Abitibi Consolidated qui se porte acquéreur de Donohue pour la somme de 7,1 milliards de dollars. Ces entreprises fusionnées vont contribuer pour le tiers à la production de papier journal en Amérique du Nord.

L'entreprise de fabrication de rampes en aluminium et de planchers en fibre de verre, Mirik de Hull, rachète les parts de son associé montréalais en décembre dernier. L'entreprise compte accroître sa production et élargir son réseau de distribution.

Ultravia, fabricant d'avions ultralégers de Gatineau, ambitionne de percer le marché des écoles de pilotage d'ici l'automne avec son appareil *Pélican*. Cette percée lui permettrait de faire de la haute voltige et d'accroître sensiblement le nombre de ses employés.

Un vent d'air frais souffle sur Newbridge Networks de Kanata près d'Ottawa. En effet, l'entreprise vient de décrocher un contrat de 50 millions de dollars réparti sur 3 ans avec la filiale canadienne d'AT&T.

L'entreprise aylmeroise Leurres Pro du Nord, qui emploie actuellement 28 personnes, n'espérait pas un tel succès avec la production de ses leurres Hydra. Cette entreprise, qui a nécessité un investissement de 3,5 millions de dollars, distribue maintenant son produit dans les grandes chaînes de magasins et compte porter à 100 le nombre d'employés d'ici quelques mois, si la croissance de ses ventes se poursuit. Dans leur projet d'expansion, les propriétaires envisagent la possibilité de mettre sur pied une usine à injection de plastique.

L'industrie de la construction n'est plus autant pourvoyeuse d'emplois au premier trimestre de 2000. On compte seulement 5 600 travailleurs dans le domaine de la construction en Outaouais au premier trimestre de 2000, un résultat décevant.

Au tableau 7, on constate que, pour les mois de janvier et février 2000, en Outaouais, le nombre d'unités de logement mises en chantier ne s'élève qu'à 95, une baisse de près de 10 % par rapport à la période correspondante de 1999. *A contrario*, le Québec affiche un gain de 7,1 % au chapitre du nombre de mises en chantier d'unités de logement. Toutefois, en Outaouais, on observe une augmentation de la valeur estimative totale de la construction de 7,7 % comparativement à l'année précédente. Au total, 17,2 millions de dollars ont été investis dans la région pour les mois de janvier et février 2000. Cet accroissement des investissements est dû en majeure partie au secteur de la construction industrielle.

Selon des données plus récentes fournies par les analystes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), le nombre de mises en chantier au premier trimestre 2000 s'estime à 146, soit un recul de 7,6 % par rapport à la même période l'an dernier. On devrait cependant connaître un redressement de la situation au cours des mois à venir.

À Ottawa, le marché immobilier poursuit son ascension et, faute de disponibilité de logements avec un taux d'inoccupation inférieur à 1 %, le marché de la construction résidentielle reste prospère. En corollaire, le prix moyen des maisons est en hausse pour une quatrième année d'affilée. À titre d'exemple, dans le secteur de Glebe, zone urbaine d'Ottawa, le prix moyen d'une maison à deux étages est passé de 172 000 à 225 000 dollars entre janvier 1995 et janvier 2000, soit une hausse de 30,8 %.

L'important projet de Brigil construction à Hull refait surface. Au deuxième trimestre de 1999, on annonçait que Brigil Construction venait d'obtenir le feu vert de la Ville de Hull pour son projet de développement résidentiel sur les rives de la rivière Gatineau à l'extrémité nord de la ville, près de Chelsea, sur un terrain de 20 acres. Rappelons que ce développement résidentiel comprendra la construction de 150 maisons unifamiliales de luxe d'une superficie allant de 1 300 à 3 450 pieds carrés et que les prix varieront entre 185 000 à 430 000 dollars. Le Domaine du Vieux-Port, c'est ainsi que s'appelle ce développement, va générer un investissement de

plus de 45 millions de dollars en plus de créer plusieurs emplois. Le projet vient de débuter et, déjà, une quinzaine de maisons seraient promises. En outre, devant l'effervescence du marché ontarien, Brigil se lance à sa conquête avec un premier projet de construction de 20 maisons à Gloucester près d'Ottawa.

Pour sa part, Qualitech Construction va poursuivre son développement du Domaine du Parc à Hull. D'ici l'automne prochain, l'entreprise compte terminer la construction d'une soixantaine de résidences.

Le Plateau de la Capitale entreprend la construction de deux triplex au coût total de 800 000 dollars dans le quartier du même nom à Hull. Pour sa part, la Société municipale d'habitation Asticou va aménager deux immeubles existants de la rue Carillon à Hull en 83 unités de logements. Ces transformations nécessitent un investissement de 1,2 million de dollars.

Un important complexe résidentiel pour retraités va voir le jour à Gatineau sur le boulevard de l'Hôpital. Les promoteurs, Merlin Immobilier et SOLIM, comptent investir 44 millions pour la construction de 400 unités d'habitations composées de maisons en rangée, d'appartements, de studios et d'une résidence pour personnes âgées en perte d'autonomie. Ce complexe aura une capacité d'accueil de 800 personnes et créera 85 emplois. Il comportera cependant quatre phases de développement, dont une actuellement en cours qui se terminera en juin 2001.

Ce complexe s'inscrit de plain-pied dans les nouvelles tendances qu'on commence, et qu'on va commencer de plus en plus, à observer. En effet, selon une étude réalisée par un groupe du MBA de l'UQAM, les gestionnaires immobiliers devront innover dans les prochaines années en raison du nombre de plus en plus important de retraités chez les *baby-boomers*. Selon ce groupe de recherche, «le retraité de demain valorisera la qualité de vie du quartier, la conservation de son logement, la sécurité, la proximité des services et la vie communautaire». En raison de ces observations, les chercheurs suggèrent trois types de développements immobiliers : «le village pour retraités, les services de maintien à domicile et la rénovation, voire la *réno-adaptation* du logement existant».

Le groupe immobilier montréalais Alexis Nihon compte investir 100 millions de dollars au centre-ville de Gatineau au cours des prochaines années. Cette entreprise a acheté une superficie d'un million de pieds carrés de terrain à l'est de la Maison de la culture. Les cinq millions de dollars tirés de cette vente par la Ville de Gatineau iront à l'aménagement du parc La Baie.

Après maintes tergiversations, la caserne centrale des incendies de Hull sera érigée près de l'École secondaire de l'Île et vient clore la série d'investissements dans le réaménagement des casernes de pompiers de Hull. Cette nouvelle caserne d'une superficie de 18 300 pieds carrés va commencer ses activités dès l'automne prochain et nécessiter un investissement de trois millions de dollars.

La Ville de Thurso compte investir trois millions de dollars pour l'installation d'égouts pluviaux et la restauration de plusieurs rues. Ces travaux doivent débuter en juin 2000 et s'étaler sur une période de deux ans.

Le territoire de Papineau recevra 6,5 millions de dollars pour la réfection de son réseau routier pour la présente année budgétaire. Environ la moitié de ce budget sera consacrée à l'autoroute 50. Eu égard de la hausse du prix de l'essence, le coût pour les produits dérivés tel le bitume connaît une augmentation considérable. En corollaire, l'asphalte devient coûteuse et les travaux de pavage s'en ressentent. Il se peut qu'avec les sommes allouées on ne puisse pas couvrir les surfaces ou les kilomètres estimés.

Le secteur tertiaire⁸

En Outaouais, entre le premier trimestre de 1999 et celui de 2000, au chapitre de l'emploi, l'industrie des transports et de l'entreposage fait des gains et représente 7 900 travailleurs au premier trimestre de 2000. À l'échelle du Québec, on recense 167 700 postes dans ce secteur pour la même période, un accroissement de 5,1 % par rapport à la période correspondante de 1999.

Via Rail va bénéficier d'une aide monétaire considérable de la part de Transports Canada afin de lui permettre de se relancer sur les rails. Or, 401,9 millions de dollars lui seront versés au cours des 5 prochaines années, une somme qui sera en partie injectée pour l'amélioration du tronçon ferroviaire Québec-Windsor qui contribue pour 70 % des revenus de Via. Avec ces investissements, l'entreprise ferroviaire compte accélérer son service en achetant des locomotives plus rapides. Par exemple, on vise ainsi à réduire à une heure trente la liaison Ottawa-Montréal, soit un gain d'une demi-heure sur le temps actuel.

C'est en juin que débutera la construction des premières stations du service de train léger à Ottawa. Ce service doit entrer en fonction au printemps de 2001, il comptera un total de cinq stations en reliant Greenboro aux plaines LeBreton. Pour réaliser ce projet, la région d'Ottawa-Carleton va injecter 16 millions de dollars.

L'immobilisme frappe le transporteur aérien régional Air Montréal. L'entreprise a cessé toutes ses activités pour une période indéterminée. À l'échelle du Québec, cette entreprise employait une centaine de personnes. Donc, Air Montréal n'offre plus aucun vol à partir de l'aéroport de Gatineau pour le moment, faute de ne pas avoir reçu en temps les nouveaux avions. On se souvient qu'à l'été 1999 la compagnie cessait ses activités à Gatineau et ce n'est qu'en novembre qu'elle reprenait le service.

Pendant ce temps-là, l'aéroport d'Ottawa se targue d'établir des records d'achalandage et accueille deux nouveaux transporteurs dans ses rangs. En 1999,

8 Les changements apportés dans la nomenclature des activités économiques, soit le passage de la classification type des industries au SCIAN, provoquent des variations qui nous laissent perplexes. Et ces modifications semblent se faire sentir encore au premier trimestre de 2000. En attendant, il faut être prudent dans l'interprétation des données sectorielles régionales.

l'aéroport a desservi 3,2 millions de passagers, un hausse de 3,2 % en comparaison avec 1998. Cette croissance serait attribuable aux voyages d'affaires vers les États-Unis qui connaissent une forte progression depuis deux ans. Cette situation s'imbrique aux développements retentissants du secteur des technologies de l'information dans l'agglomération d'Ottawa-Hull. Quant aux deux nouveaux transporteurs, WestJet et Royal Aviation, ils offrent respectivement des vols vers Hamilton et Toronto. Tous ces éléments viennent donner encore plus de poids et de crédibilité aux projets d'agrandissement de 280 millions de l'aéroport d'Ottawa.

En ce qui a trait aux transporteurs routiers, ils font face à un grave problème de recrutement de chauffeurs de camion pour les longs parcours en direction des autres provinces et des États-Unis. C'est ce que révèle une étude du CAMO-Route. Les règlements en matière de sécurité routière se sont resserrés au Québec et aux États-Unis. À titre d'exemple, les chauffeurs ne doivent avoir aucun casier judiciaire à leur actif et on ne doit pas pouvoir déceler chez eux ni trace de drogue ou d'alcool. En somme, la concurrence accrue, les normes de sécurité plus mordantes, la recherche de rationalisation des coûts rendent les entreprises encore plus exigeantes en matière de qualification des camionneurs contractants ou employés.

En Outaouais, J.A.G.A. international, une entreprise de camionnage de Gatineau, a le vent en poupe. Ayant déjà une centaine d'employés à son actif, l'entreprise ambitionne d'embaucher une vingtaine de camionneurs cette année. De plus, en raison de la croissance de son parc de camions, elle a fait construire à Gatineau un nouveau garage de camions d'une superficie de 8 000 pieds carrés au coût de 600 000 dollars.

Plusieurs entreprises régionales telles les papetières ont été affectées par le ralentissement des livraisons des matières premières et autres marchandises, ce qui a entraîné des arrêts de production pour les uns et une baisse d'activité pour les autres. Ce ralentissement a été occasionné par les moyens de pression qu'exerçaient les camionneurs dans leur volonté de manifester contre la hausse des prix du carburant.

L'effectif du secteur de l'information, de la culture et des loisirs augmente entre le premier trimestre de 1999 et celui de 2000 et cela, tant au niveau régional que provincial. En Outaouais, au premier trimestre de 2000, le nombre de postes pour ce secteur s'élève à 7 900.

Internet révolutionne le marché des télécommunications, de multiples alliances s'opèrent entre des géants de ce secteur dans le but de se tailler une place sur le marché d'Internet. Maintenant c'est au tour de la téléphonie sans fil de vouloir tirer profit d'Internet. Déjà, la société japonaise DoCoMo offre à ses abonnés cellulaires la possibilité de maintenir un lien continu avec Internet. Sans fil et Internet: un mixte qui pourrait amener encore plus d'affluence sur le marché boursier.

Plus près de nous, la compagnie montréalaise Microcell, le maître de Fido, va injecter 50 millions de dollars dans la mise sur pied de sa filiale Microcell i5 qui travaillera à développer les services Internet mobiles. Ainsi, d'ici le début de

l'automne, Microcell prévoit embaucher 150 personnes pour le déploiement de cette nouvelle filiale. Fido va donc être croisé prochainement.

Autre technologie prometteuse, les téléphones réseau qu'on nomme *IP-phones*. Un téléphone appelé *IP* (Internet Protocol) se branche sur le réseau informatique et non sur une ligne téléphonique. Selon les experts, ce type de réseau, quoique embryonnaire, coûterait moins cher en raison de son double usage. Car en plus de servir à la téléphonie, ce système sert également à l'informatique.

Afin de faciliter l'accès à Internet et à l'informatique, le gouvernement du Québec alloue 120 millions de dollars pour les familles qui perçoivent des allocations familiales et qui sont désireuses d'acheter un ordinateur ou de se brancher sur Internet. Ce financement peut atteindre 500 dollars dans le cas d'un achat d'ordinateur ou une somme potentielle de 200 dollars par année pendant deux ans pour le branchement à Internet. En outre, le gouvernement versera 126 millions de dollars sur 3 ans aux petites et moyennes entreprises qui développeront un site transactionnel. Ces sommes seront allouées sous forme de crédit d'impôt équivalant à 40 % des coûts engagés, jusqu'à concurrence de 40 000 dollars.

Un nouveau cheval de bataille pour Nortel Networks: la gestion de la clientèle qui commerce en ligne. L'entreprise vise à accroître l'efficacité des échanges entre les vendeurs et les clients sur Internet. Nortel désire automatiser, tant que faire se peut, les interactions entre ces protagonistes. En outre, Bell Canada va investir 175 millions de dollars au cours des 3 prochaines années afin d'offrir un service intégré aux entreprises désireuses de faire du commerce électronique. Cette gamme de services comprendra la connexion, les services conseils en *e-marketing*, le développement de sites Web, les catalogues de produits, l'hébergement de sites, les systèmes de sécurité et autres services.

Nortel poursuit ses acquisitions dans le domaine de la fibre optique. Cette fois, la boulimique Nortel jette son dévolu sur la compagnie américaine CoreTek. Une transaction de 1,43 milliard de dollars américains qui vient consolider sa position dans son développement d'un accès à Internet sur un réseau constitué entièrement de fibres optiques. En outre, Nortel regroupe ses diverses entreprises qui fabriquent des composants optiques au sein d'une même entité, High Performance Optical Components Solutions, dont le siège social sera à Ottawa. Ce regroupement concerne 6 000 employés répartis à travers le globe et vise à créer des synergies entre les compétences et les alliances. Rappelons que Nortel a déjà annoncé qu'elle investira 660 millions de dollars américains afin de tripler sa production d'intrants pour le développement de réseaux de fibres optiques.

À Ottawa, Nortel, sans conteste la plus grande entreprise privée du territoire, ne cesse de prendre de l'expansion et annonce encore de nouveaux investissements. Cette injection de 211 millions de dollars pour la construction d'un peu plus d'un demi-million de pieds carrés nécessitera l'embauche de 1 200 personnes, ce qui portera à quelque 15 000 personnes le nombre d'employés à son centre de recherche et de développement d'Ottawa. Ces sommes et ces emplois s'ajoutent à ceux qui ont été faits il y a quelques mois.

Des experts américains prévoient la disparition d'une large part des détaillants qui font des affaires exclusivement sur Internet. Il semble que les sites Web se sont multipliés à un tel rythme que le marché est devenu engorgé. Seuls ceux de taille importante tireront leur épingle du jeu comme le site *Amazon.com* et les grandes chaînes de magasins comme Sears et Wal-Mart. Une expérience qui devrait servir aux entrepreneurs québécois qui se lancent dans la mêlée.

Le gouvernement fédéral annonce qu'il va investir 109 millions de dollars pour le développement d'une nouvelle technologie que compte utiliser Télésat Canada sur le satellite *Anik F2*. Ce satellite nécessitera un investissement total de 600 millions de dollars et sera lancé en 2002. La nouvelle technologie appliquée à ce satellite permettra avec le temps d'offrir des accès Internet à haute vitesse pour des régions éloignées qui ne pourrait y avoir accès autrement.

La télévision communautaire de la Petite-Nation n'est plus en raison d'un manque de financement et de relève, selon son président. Conséquemment, quatre employés se retrouvent sur le pavé.

Le gouvernement du Québec alloue un budget global de 10,3 millions de dollars pour le développement d'infrastructures destinées aux loisirs et au sport amateur au Québec. De ce gousset proviennent 500 000 dollars pour la réfection de l'édifice Connors de Hull en centre sportif.

En effet, la Ville de Hull compte donner une seconde vie à l'édifice Connors de la rue Montcalm. Avec un investissement d'environ 1,3 million de dollars, le bâtiment deviendra un complexe multisports. Dans cet édifice de 125 000 pieds carrés, on aménagera un gymnase, des espaces sportifs, des locaux, des restaurants et des boutiques en plus d'un centre de soccer à l'étage. On espère que les travaux débiteront à l'automne pour que l'édifice soit prêt à l'automne 2001. Pour sa part, le centre communautaire Laurent-Groulx de Hull va se refaire une beauté au coût de 456 000 dollars. Une cure de rajeunissement bien mérité qui sera complétée sous peu.

Le club de golf de Montpellier investit un demi-million de dollars dans la construction d'une salle de réception d'une capacité d'accueil de 600 personnes. En plus, il aménage une terrasse pouvant recevoir 200 convives.

Le Conseil régional de la culture de l'Outaouais va entreprendre la réalisation d'une étude visant à estimer les retombées du secteur culture sur l'économie régionale. Cette étude évaluée à 55 000 dollars sera terminée en décembre 2000.

Après moult atermoiements, le projet La Filature de Hull va pouvoir prendre forme grâce à l'aide financière gouvernementale tant attendue de 1,7 million de dollars. Rappelons que ce projet se veut un centre d'art contemporain qui regroupera Néo-7 et Daïmon en plus de permettre l'aménagement de salles d'expositions et d'ateliers de production. Ce centre sera situé sur la rue Front à Hull dans l'ancienne filature Hanson Hosiery Mills.

Un coup de pouce sera donné pour la commercialisation des produits touristiques régionaux avec l'aide financière d'un peu plus d'un million de dollars du gouvernement fédéral qui sera distribué d'ici 2004.

Une étude sur les profils et les attentes de la clientèle touristique régionale sera réalisée par l'Association touristique de l'Outaouais. Ce sondage sera effectué au cours de la prochaine saison estivale pour une somme évaluée à 36 000 dollars.

Les 2 600 athlètes et artistes invités aux Jeux de la francophonie vont loger au sein de 3 institutions scolaires de Hull, tout comme on l'a dit dans le dernier *Bulletin*. Or, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) alloue 350 000 dollars pour l'organisation et le financement de ce village des athlètes et artistes.

Gatineau va de l'avant avec son projet d'aménagement d'un parc floral au lac Beauchamp. Ce projet d'envergure se concrétisera sur plusieurs années. Pour entreprendre ce projet, cet été, la Ville de Gatineau aménagera 7 à 8 éoliennes sur le lac afin d'améliorer la qualité de l'eau, un premier investissement de 160 000 dollars.

Remue-ménage dans le milieu culturel d'Aylmer, les organismes culturels jouent à la chaise musicale. En fait, la Ville d'Aylmer rapatrie sa bibliothèque municipale au deuxième étage de la Place des Pionniers ce qui libère l'ancien hôtel de ville qui sera aménagé en centre culturel avec une salle de spectacle permettant à son tour de libérer l'auberge Symmes qui sera transformé en Musée d'Aylmer. Et le jeu est fini!

Au premier trimestre de 2000, le secteur commercial en Outaouais marque une pause et maintient son niveau d'emplois relativement stable à 18 300. À l'échelle québécoise, le nombre de travailleurs dans ce secteur s'est accru de 3,3 % entre le premier trimestre de 1999 et celui de 2000.

On tente de revitaliser certains secteurs commerciaux à Gatineau tels le boulevard Gréber, la rue Main, le boulevard de la Gappe et la rue Notre-Dame. Le moyen choisi : un programme de formation pour les commerçants qui vise à travailler les aspects du service à la clientèle, de la présentation en étalage et de la gestion commerciale. Ce programme est rendu possible grâce à la collaboration entre Emploi-Québec et le Commissariat au développement économique de la ville de Gatineau. En fait, Emploi-Québec accorde une subvention de 161 800 dollars permettant l'embauche de 3 conseillers qui assumeront notamment la coordination du programme.

Belron Canada, détenteur de la bannière Lebeau vitres d'autos, cesse de ronger son frein. Dans la région, les succursales de Hull et de Gatineau étaient en grève depuis le début du printemps. Cette grève concernait dix employés, trois à Hull et sept à Gatineau. Selon les propriétaires, la conclusion d'une entente avec les employés s'avérait improbable, ils ont donc opté pour la manière forte en fermant le magasin de Hull et en franchisant la succursale de Gatineau.

Autre commerce en grève, l'épicerie Super C d'Aylmer, où les 75 employés ont débrayé au début d'avril et la grève se poursuit toujours. Les travailleurs sont sans contrat de travail depuis le 31 décembre 1999.

Provigo embaume 55 de ses magasins d'alimentation en y ajoutant des centres de jardins. Cette chaîne d'épicerie a humé les profits et investit 1,5 million de dollars dans un centre de distribution afin de pouvoir approvisionner ses centres à temps. Depuis quelques années, les *baby-boomers* embellissent leur environnement et se lancent dans l'aménagement paysager et l'horticulture qui contribuent à faire progresser les ventes de 20 % par an selon les experts du secteur. Une manne dont plusieurs veulent tirer profit.

Loeb Canada va injecter plus de 50 millions de dollars dans ses 38 magasins d'alimentation sis dans les régions d'Ottawa et de l'Est ontarien. Dans cette phase de modernisation, le Loeb de Gloucester près d'Ottawa vient de terminer sa cure de rajeunissement qui lui aura coûté 1,6 million de dollars.

L'entreprise Bo-Terrain de Gatineau a inauguré fièrement ses Jardins de Varennes qui possèdent plusieurs volets : pépinière, centre intégré d'horticulture et d'aménagement paysager, pour n'en nommer que quelques-uns. En plus d'avoir nécessité un investissement de 700 000 dollars, cette entreprise a créé 12 emplois.

En plus de la centaine d'agences dont on a parlé au dernier trimestre, la SAQ envisage d'ajouter une cinquantaine de nouvelles succursales au Québec. En somme, ces investissements vont entraîner la création de 300 emplois. La société d'État espère également s'abreuver avec le commerce électronique où elle va investir deux millions pour permettre aux consommateurs de faire des achats en ligne.

Tel qu'annoncé dans le dernier *Bulletin*, une SAQ Dépôt va voir le jour incessamment à Hull dans l'ancien Loeb Champlain. Cette succursale de 21 000 pieds carrés offrira des vins et spiritueux en vrac. La SAQ a injecté 800 000 dollars pour restaurer cet édifice et créé une quinzaine d'emplois.

Construira, construira pas, le Costco de Gatineau branle dans le manche et l'entreprise semble difficile à satisfaire en matière de terrain. La saga perdure indûment, l'entreprise refuse de construire sur le terrain du secteur Archambault et sur le site du boulevard La Gappe à Gatineau; devant cette moue voilà que Hull lui offre ses terrains dans le secteur du Plateau de la capitale. Sera-t-elle moins boudeuse devant cette offre?

Au cours des 5 prochaines années, Rona va injecter 50 millions de dollars afin de développer son service de commerce électronique. Présentement, 500 produits sont disponibles sur Internet. Avec le temps, on espère pouvoir offrir 25 000 produits. Pour sa part, Sears poursuit son offensive et compte offrir 30 000 produits en ligne cette année.

L'arrivée de Home Dépôt à Gatineau, prévue pour décembre prochain, chamboulera encore le marché de la rénovation et des matériaux de construction en Outaouais. Cette entreprise américaine viendra aviver la concurrence déjà féroce dans ce

milieu, les entrepreneurs régionaux comme Matériaux Bonhomme et Pilon devront lutter avec ténacité. Comme nous l'avons précisé dans le dernier *Bulletin*, ce magasin d'une superficie de 125 000 pieds carrés créera près de 200 emplois. Ajoutons maintenant qu'on parle d'un investissement total de 30 millions de dollars, dont 7 millions pour la construction du magasin.

La Coopérative agroalimentaire des Vallées Outaouais-Laurentides, Agrodor, va injecter 500 000 dollars pour l'agrandissement de sa quincaillerie et la relocalisation de son centre administratif à Thurso. La Co-op remodelée ouvrirait ses portes en octobre 2000. Ces travaux devaient être réalisés l'an dernier.

À Hull, une institution dans le commerce de gros n'est plus. Oscar Poulin et fils, en affaires depuis 1919, a dû se résigner à fermer ses portes en raison de la vive concurrence amenée avec l'implantation des grandes surfaces. En conséquence, 13 personnes se retrouvent sans emploi.

L'édifice où logeait le défunt méga-Zellers de Gatineau a été racheté. Cet édifice d'une superficie de 148 000 pieds carrés aura une nouvelle vocation qui demeure inconnue pour le moment. Un acheteur masqué en est l'heureux propriétaire et ce Zorro de l'immobilier gatinois tient à rester discret.

À Hull, sur la rue Eddy, un nouveau magasin, Les Merveilles du monde, vise à promouvoir les artistes et artisans de la région.

Le développement commercial du Plateau de la capitale de Hull se poursuit au grand dam du centre-ville. Ainsi, dans le voisinage du Wal-Mart, trois nouveaux commerces auront pignon sur rue: Sports Experts, Levi's et Pantorama.

Le domaine de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location prend de la vigueur au premier trimestre de 2000 en Outaouais. La vivacité du marché de la revente de maisons contribue largement à cet accroissement. Ainsi, au premier trimestre de 2000, on compte 6 900 salariés dans ce secteur d'activité en Outaouais.

Le réseau bancaire se transforme. À ce chapitre, la Banque de Montréal va injecter 20 millions de dollars au Québec pour sa transfiguration en créant de méga-succursales d'une part et en installant une douzaine de succursales dans les magasins d'alimentation IGA d'autre part.

À Hull, la Banque Nationale du Canada s'installe dans une nouvelle succursale sur la rue Saint-Joseph qui a été aménagée au coût de 350 000 dollars.

En 2001, à Montréal, la bourse Nasdaq sera opérationnelle, les courtiers pourront transiger sur les titres de la nouvelle économie à partir de Montréal plutôt que de New York.

En raison des développements d'Internet et des technologies de l'information, plus que jamais on se préoccupe de la propriété intellectuelle, un marché en expansion pour les assureurs. Au Québec, on dénombre actuellement une dizaine d'assureurs spécialisés dans la couverture de risque en lien avec la propriété intellectuelle. Il y a cinq ans, on en comptait à peine trois ou quatre.

Bonne nouvelle pour Gloucester, en banlieue d'Ottawa, Rogers AT&T vient d'y annoncer un investissement de 150 millions de dollars pour la construction d'un centre d'appels de 60 000 pieds carrés. Dès son ouverture, prévue pour septembre prochain, ce centre embauchera 150 personnes et le nombre devrait grimper à 600 un an plus tard.

Le volume d'emplois du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques poursuit son ascension en Outaouais. Au premier trimestre de 2000, on estime à 8 900 le nombre de travailleurs dans ce secteur.

ProVance Technologies, spécialisée dans le développement de logiciels de gestion informatisée de matériel et d'équipement d'entreprises, bénéficie d'une aide financière de trois millions de dollars allouée par trois sociétés de financement, le Fonds de solidarité FTQ (1,5 M\$), Innovatech Grand Montréal (1,25 M\$) et le Fonds régional de solidarité Outaouais (250 000\$). Cet apport monétaire insufflera un nouveau dynamisme à l'entreprise en lui permettant de poursuivre la mise à jour d'une version plus récente de son logiciel *AssetOutlook* et créant d'un même souffle 15 autres emplois, portant à 50 son effectif. Cet argent facilitera également la commercialisation de son produit et la constitution de son équipe de vente. En outre, l'entreprise va déménager ses pénates dès l'automne dans un espace plus grand et pouvant répondre à sa croissance d'effectif.

Le centre de recherche SpaceBridge Networks de Hull bénéficie d'une nouvelle aide financière fédérale de deux millions de dollars, ce qui lui permettra de maintenir son effectif et de poursuivre ses recherches dans le développement d'un modem sans fil.

Feu vert pour la construction d'une école secondaire anglophone à Aylmer, la commission scolaire Western Québec (CSWQ) pourra rapatrier ses élèves qui fréquentent des écoles secondaires hulloises. Cette construction d'une valeur de 5 millions de dollars pourra accueillir 400 élèves même si cela ne fait pas l'unanimité dans le quartier et que certains voisins voyaient d'un mauvais œil l'arrivée en grand nombre de ces jeunes dans leur giron. En outre, la CSWQ va procéder à l'agrandissement du Centre de formation technologique de l'Outaouais sis sur la rue Frank Robinson à Aylmer. L'ajout de 22 000 pieds carrés va permettre d'accueillir 207 personnes de plus et nécessiter l'injection d'une somme de 2,6 millions de dollars.

Pour sa part, Saint-Pierre-de-Wakefield attend l'aval du gouvernement du Québec pour commencer les travaux de construction de son école estimés à 2,8 millions de dollars dont 40 % de cette somme vient de la communauté.

La commission scolaire au Cœur-des-Vallées (CSCV) vise à réseauter cinq bibliothèques. Ce projet, rendu possible grâce à un investissement total de 101 500 dollars, permettra d'améliorer le service au sein des établissements scolaires participants.

Il existe une certaine frénésie dans les disciplines des techniques de la santé dans les institutions d'enseignement au Québec. De fait, les étudiants se pressent au portillon, faisant grimper les inscriptions.

Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale continue d'embaucher. Au premier trimestre de 2000, en Outaouais, le niveau d'emplois s'élève à 15 700, en progression de 6,8 % depuis un an.

Le gouvernement québécois ponctionne 25 millions de ses réserves financières afin de les injecter dans les services de cardiologie de certains hôpitaux du Québec où les listes d'attente s'allongeaient d'une manière inquiétante.

Pour sa part, l'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa bénéficie d'un apport monétaire de 8,42 millions de dollars du gouvernement ontarien. Cette somme servira à des travaux d'agrandissement et d'amélioration des services.

Un institut sur la santé des personnes âgées voit le jour à Ottawa, une initiative du Service de santé des Sœurs de la Charité d'Ottawa en partenariat avec l'Université d'Ottawa. Cet institut veut réaliser des recherches sur l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées.

Devant l'ampleur des déficits budgétaires des établissements de santé au Québec, le gouvernement récapitule et décide d'investir de nouvelles sommes pour effacer ces dettes. Ainsi, dans cette optique, l'Outaouais reçoit 17,8 millions pour se remettre à flot, en plus d'une augmentation budgétaire de 14 millions de dollars pour l'année financière 2000-2001.

L'exode des infirmières vers l'Ontario exacerbe la pénurie en Outaouais. La Régie de l'Outaouais riposte avec un budget supplémentaire de 400 000 dollars qui servira à offrir des primes aux nouvelles venues. Le syndicat des infirmiers et infirmières du Centre hospitalier des Vallées-de-l'Outaouais (CHVO) estime un manque à gagner de 70 infirmières pour l'été, un été chaud en perspective.

Au dernier trimestre, on parlait qu'il y avait six cardiologues en Outaouais alors que le plan d'effectif de la Régie en prévoyait dix. Mauvaise nouvelle, la situation se dégrade, il appert que la région ne compterait plus que deux cardiologues en juillet prochain.

La Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Outaouais avait fermé la maison Claire de l'Une pour femmes violentées en décembre dernier. Or, voilà qu'elle décide de mettre sur pied un nouvel organisme sans but lucratif afin de relancer les activités de cette maison d'hébergement.

À Gatineau, la phase I de la Cité jardin centre-ville du groupe Merlin immobilier de Montréal est déjà en branle. On travaille actuellement à ériger 330 unités de logements pour les personnes âgées de 55 ans et plus et les premiers locataires pourront intégrer ce complexe en juin 2001. Mentionnons que ce vaste projet de 44 millions de dollars se concrétisera en 4 phases étalées sur 3 ans.

Selon les orientations du ministère de la Famille et de l'Enfance et les disponibilités financières du gouvernement, on estime que 15 200 nouvelles places en garderie seraient créées au Québec au cours de l'année financière 2000-2001, soit 7 500 places dans de nouvelles installations et 7 700 en milieu familial. En Outaouais, cela représenterait 400 places supplémentaires dans de nouvelles installations et 550 en milieu de garde, ce qui signifierait la création d'un peu plus d'une centaine de postes d'éducatrices.

L'aménagement de nouvelles garderies se poursuit en Outaouais. Cette fois, c'est le quartier du Plateau de la Montagne à Hull qui accueillera la garderie Aux p'tits anges créateurs en septembre 2000. Construite au coût d'un million de dollars, cette garderie comptera 80 places et créera une douzaine d'emplois. Pour sa part, le centre de la petite enfance La Ribambelle d'Aylmer se rénove et s'agrandit. Un remodelage qui va coûter 300 000 dollars. À Buckingham, une nouvelle garderie va voir le jour, le centre de la petite enfance L'Oiseau bleu sera construit au cours des prochains mois pour la somme de 250 000 dollars. Par ailleurs, on envisage la construction d'une garderie à Cantley, le projet de 250 000 dollars débiterait au cours de l'année 2000. Ce centre de la petite enfance se baptiserait Aux petits campagnards.

Le Pavillon du Parc, appelé le Réseau de services en déficience intellectuelle, reçoit une aide financière de 4,3 millions de dollars. Cet argent lui permettra d'apporter des améliorations à ses infrastructures en construisant un centre communautaire de services spécialisés à Gatineau et en rénovant le Centre Mgr-Proulx d'Aylmer.

Les restaurateurs du Québec ne semblent pas avoir tiré parti de la croissance économique de 1999. En fait, l'année dernière, ils ont vu fondre leurs recettes de 5,4 milliards de dollars, soit une baisse de 4,6 % alors qu'au Canada elles se sont accrues de 4,3 %. Précisons cependant qu'au Canada, on compte 19 restaurants par 10 000 habitants comparativement à un ratio de 23,5 pour le Québec. Le marché de la restauration semble s'épurer au Québec puisque le nombre de restaurants a également diminué de 5 % l'an dernier. Les raisons: on évoque entre autres la popularité du prêt-à-manger dans les épiceries et les services de traiteurs.

La chaîne de restaurants Perkins révisé sa stratégie à Gatineau. En plus de changer de nom pour s'appeler Le Trappeur, le restaurant revoit sa décoration et son menu de fond en comble. Ce nouveau concept semble plus apprécié et la clientèle commence à être au rendez-vous. Une popularité plus grande qui pourrait bien permettre la création de 20 nouveaux emplois à l'été.

Un nouveau restaurant ouvre ses portes, rue Laval à Hull. Ce restaurant de cuisine bretonne vient s'ajouter à tous ceux qui ont commencé leurs activités au cours des derniers mois sur la Place du Portage à Hull.

Le secteur de l'administration publique, plus particulièrement l'administration publique fédérale, recommence à embaucher en Outaouais. C'est ce qu'on observe depuis un an.

Après les employés du gouvernement fédéral qui ont reçu les chèques d'équité salariale, c'est maintenant au tour des 19 040 employés des secteurs public et parapublic du gouvernement du Québec en Outaouais à se partager une cagnotte de 51 millions de dollars. Cette somme provient des augmentations salariales rétroactives de 1,5 % allouées au 1^{er} janvier 1999 et de 2,5 % au 1^{er} janvier 2000.

SECTION 3

Tableaux et graphiques

Tableau 1

PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Outaouais, ensemble du Québec et Ottawa-Hull

Données non désaisonnalisées

Indicateur du marché du travail	Outaouais			Ottawa-Hull			Ensemble du Québec		
	1 ^{er} trimestre		Variation	1 ^{er} trimestre		Variation	1 ^{er} trimestre		Variation
	2000	1999	%	2000	1999	%	2000	1999	%
Population 15 ans et plus (000)	253,2	250,6	1,0	853,8	840,7	1,6	5 920,5	5 877,7	0,7
Population active (000)	165,5	158,8	4,2	590,4	560,0	5,4	3 665,3	3 613,9	1,4
Emploi (000)	151,6	146,7	3,3	554,6	524,7	5,7	3 334,8	3 233,2	3,1
- Temps plein (000)	132,6	121,5	9,1	458,9	420,6	9,1	2 723,2	2 635,4	3,3
- Temps partiel (000)	19,0	25,2	-24,6	95,7	104,1	-8,1	611,6	597,8	2,3
Chômeurs et chômeuses (000)	13,9	12,0	15,8	35,9	35,3	1,7	330,5	380,7	-13,2
Taux de chômage (%)	8,4	7,6		6,1	6,3		9,0	10,5	
Taux d'activité (%)	65,4	63,4		69,1	66,6		61,9	61,5	
Taux d'emploi (%)	59,9	58,5		65,0	62,4		56,3	55,0	
Durée moyenne du chômage (semaines)	26,8	26,8	0,0	20,5	22,0	-6,8	24,4	26,3	-7,2

Notes : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Les données chronologiques de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada.

En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada. Certains regroupements sont effectués par Emploi-Québec.

Tableau 2

**COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
1^{er} trimestre 2000**

Données non désaisonnalisées

Régions économiques, agglomérations urbaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	46,8	24,2	35,4
Bas-Saint-Laurent	49,9	11,5	44,2
Québec	57,7	10,3	51,8
Chaudière-Appalaches	59,8	6,4	55,9
Estrie	63,3	9,4	57,4
Centre-du-Québec	57,0	12,2	50,1
Montérégie	69,2	6,7	64,5
Montréal	60,1	9,2	54,6
Laval	62,9	7,7	58,0
Lanaudière	65,7	7,0	61,1
Laurentides	65,9	7,5	61,0
Outaouais	65,4	8,4	59,9
Abitibi-Témiscamingue	62,3	13,3	53,9
Mauricie	57,5	12,5	50,3
Saguenay—Lac-Saint-Jean	57,3	12,1	50,4
Côte-Nord et Nord-du-Québec	61,8	14,7	52,7
AGGLOMÉRATIONS URBAINES			
Chicoutimi-Jonquière	54,0	11,0	48,0
Québec	60,7	9,2	55,1
Trois-Rivières	59,5	10,8	53,1
Sherbrooke	60,8	9,1	55,3
Montréal	65,3	7,6	60,3
Ottawa-Hull	69,1	6,1	65,0
ENSEMBLE DU QUÉBEC	61,9	9,0	56,3

Notes : Les données chronologiques de l'Enquête sur la population active (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada. En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : Enquête sur la population active. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 3

PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL PAR ÂGE ET PAR SEXE
Outaouais et ensemble du Québec

Sexe et groupe d'âge	Outaouais			Ensemble du Québec		
	1 ^{er} trimestre 2000	1999	Variation %	1 ^{er} trimestre 2000	1999	Variation %
HOMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	125,9	126,4	-0,4	2 903,8	2 882,2	0,7
Population active (000)	88,9	88,0	1,0	2 010,9	1 989,7	1,1
Emploi (000)	79,6	80,9	-1,6	1 817,6	1 764,5	3,0
- Temps plein (000)	71,7	71,9	-0,3	1 618,5	1 583,7	2,2
- Temps partiel (000)	7,9	9,0	-12,2	199,1	180,8	10,1
Chômeurs (000)	9,4	7,1	32,4	193,3	225,2	-14,2
Taux de chômage (%)	10,6	8,1		9,6	11,3	
Taux d'activité (%)	70,6	69,6		69,3	69,0	
Taux d'emploi (%)	63,2	64,0		62,6	61,2	
Durée moyenne du chômage (semaines)	28,7	31,3	-8,3	26,3	28,7	-8,4
FEMMES						
Population de 15 ans et plus (000)	127,3	124,1	2,6	3 016,7	2 995,5	0,7
Population active (000)	76,5	70,8	8,1	1 654,4	1 624,2	1,9
Emploi (000)	72,0	65,8	9,4	1 517,1	1 468,7	3,3
- Temps plein (000)	60,9	49,6	22,8	1 104,6	1 051,7	5,0
- Temps partiel (000)	11,1	16,2	-31,5	412,5	417,0	-1,1
Chômeuses (000)	4,5	4,9	-8,2	137,2	155,5	-11,8
Taux de chômage (%)	5,9	6,9		8,3	9,6	
Taux d'activité (%)	60,1	57,1		54,8	54,2	
Taux d'emploi (%)	56,6	53,0		50,3	49,0	
Durée moyenne du chômage (semaines)	22,9	20,7	10,6	21,6	22,8	-5,3
15 à 29 ANS						
Population de 15 à 29 ans (000)	59,8	61,4	-2,6	1 443,4	1 446,4	-0,2
Population active (000)	40,9	40,3	1,5	934,2	925,3	1,0
Emploi (000)	34,7	36,5	-4,9	809,1	798,2	1,4
- Temps plein (000)	24,4	23,7	3,0	534,2	523,4	2,1
- Temps partiel (000)	10,4	12,8	-18,8	274,9	274,8	0,0
Chômeurs (000)	6,1	-	-	125,1	127,1	-1,6
Taux de chômage (%)	14,9	9,4		13,4	13,7	
Taux d'activité (%)	68,4	65,6		64,7	64,0	
Taux d'emploi (%)	58,0	59,4		56,1	55,2	
Durée moyenne du chômage (semaines)	24,4	15,4	58,4	16,0	16,4	-2,4
30 ANS ET PLUS						
Population de 30 ans et plus (000)	193,4	189,2	2,2	4 477,2	4 431,3	1,0
Population active (000)	124,6	118,5	5,1	2 731,1	2 688,6	1,6
Emploi (000)	116,8	110,2	6,0	2 525,7	2 435,0	3,7
- Temps plein (000)	108,2	97,8	10,6	2 189,0	2 112,0	3,6
- Temps partiel (000)	8,6	12,4	-30,6	336,7	323,0	4,2
Chômeurs (000)	7,8	8,2	-4,9	205,4	253,6	-19,0
Taux de chômage (%)	6,3	6,9		7,5	9,4	
Taux d'activité (%)	64,4	62,6		61,0	60,7	
Taux d'emploi (%)	60,4	58,2		56,4	55,0	
Durée moyenne du chômage (semaines)	28,8	31,9	-9,7	29,5	31,4	-6,1

Notes : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Les données chronologiques de l'Enquête sur la population active (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada.

En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 4

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
Outaouais et ensemble du Québec

Secteur d'activité	Outaouais			Ensemble du Québec		
	1 ^{er} trimestre		Variation	1 ^{er} trimestre		Variation
	2000 (000)	1999 (000)	%	2000 (000)	1999 (000)	%
Agriculture	-	-	-	58,6	57,6	1,7
Autres branches du secteur du primaire	-	-	-	32,3	33,8	-4,4
Services publics	-	-	-	24,0	27,2	-11,8
Construction	5,6	6,9	-18,8	113,1	116,4	-2,8
Fabrication	13,8	9,4	46,8	632,5	601,8	5,1
Commerce	18,3	18,4	-0,5	515,8	499,3	3,3
Transports et entreposage	7,9	6,6	19,7	167,7	159,6	5,1
Finance, assurances, immobilier et location	6,9	5,1	35,3	179,8	174,8	2,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	8,9	7,4	20,3	191,2	194,5	-1,7
Gestion d'entreprises, services administratifs et autres	7,3	9,0	-18,9	105,0	98,4	6,7
Services d'enseignement	10,4	13,8	-24,6	238,7	249,3	-4,3
Soins de santé et assistance sociale	15,7	14,7	6,8	366,8	334,4	9,7
Information, culture et loisirs	7,9	7,6	3,9	141,3	133,0	6,2
Hébergement et services de restauration	6,7	8,2	-18,3	197,1	182,8	7,8
Autres services	5,1	7,1	-28,2	168,6	179,4	-6,0
Administration publique	34,3	28,4	20,8	202,3	191,0	5,9
Ensemble des secteurs	151,6	146,7	3,3	3 334,8	3 233,2	3,1

- : Donnée non disponible.

Notes : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

La classification type des industries (CTI de 1980) a été remplacée par le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) en janvier 1999. Ce changement provoque des variations qui nous laissent perplexes. Il se peut que cela se fasse sentir encore au cours de l'année.

Les données chronologiques de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada. En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 5

EMPLOI PAR GRAND GROUPE PROFESSIONNEL
Outaouais et ensemble du Québec

Groupe professionnel selon la CTP ¹	Outaouais			Ensemble du Québec		
	1 ^{er} trimestre		Variation	1 ^{er} trimestre		Variation
	2000 (000)	1999 (000)	%	2000 (000)	1999 (000)	%
Gestion	14,5	13,2	9,8	332,9	295,3	12,7
Affaires, finances et administration	35,6	28,7	24,0	590,1	609,2	-3,1
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	13,9	10,1	37,6	215,3	191,1	12,7
Secteur de la santé	7,0	8,6	-18,6	196,8	203,6	-3,3
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	12,4	14,4	-13,9	249,2	251,6	-1,0
Arts, culture, sports et loisirs	5,3	5,3	0,0	109,4	96,2	13,7
Ventes et services	35,5	39,4	-9,9	801,7	773,6	3,6
Métiers, transport et machinerie	18,3	19,4	-5,7	437,1	427,5	2,2
Professions propres au secteur primaire	-	-	-	76,5	77,2	-0,9
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	6,6	4,1	61,0	325,9	307,7	5,9
Ensemble des professions	151,6	146,7	3,3	3 334,8	3 233,2	3,1

- : Donnée non disponible.

1 Classification type des professions de 1991.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Les estimations selon les groupes de professions (CTP de 1980) ont été remplacées par la classification de 1991 (CTP de 1991), en janvier 1999.

Les données chronologiques de *l'Enquête sur la population active* (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada. En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 6

EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC (milliers)

Secteur d'activité	Ensemble du Québec		
	1 ^{er} trimestre 2000	1 ^{er} trimestre 1999	Variation %
Agriculture	58,6	57,6	1,7
Foresterie et exploitation forestière	20,5	17,8	15,2
Pêche, chasse et piégeage	-	-	-
Extraction minière	10,7	14,3	-25,2
Services publics	24,0	27,2	-11,8
Construction	113,1	116,4	-2,8
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	73,4	65,5	12,1
Usines de textiles et de produits textiles	28,5	26,1	9,2
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	59,2	71,3	-17,0
Fabrication de produits en bois	49,1	49,0	0,2
Fabrication du papier	36,8	37,1	-0,8
Impression et activités connexes de soutien	32,8	29,1	12,7
Fabrication de produits chimiques	29,5	24,7	19,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	33,9	32,6	4,0
Fabrication de produits minéraux non métalliques	13,5	12,8	5,5
Première transformation des métaux	31,4	35,6	-11,8
Fabrication de produits métalliques	44,4	37,5	18,4
Fabrication de machines	24,5	19,0	28,9
Fabrication de produits informatiques et électroniques	40,8	31,8	28,3
Fabrication de matériel, d'appareils et de composantes électriques	21,4	13,3	60,9
Fabrication de matériel de transport	53,3	62,1	-14,2
Fabrication de meubles et de produits connexes	32,3	32,9	-1,8
Activités diverses de fabrication	27,8	20,7	34,3
Commerce de gros	132,3	121,4	9,0
Commerce de détail	383,5	377,9	1,5
Transport et entreposage	167,7	159,6	5,1
Finance	85,3	80,9	5,4
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	54,5	50,5	7,9
Services immobiliers	28,4	28,9	-1,7
Services de location et de location à bail	11,5	14,5	-20,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	191,2	194,5	-1,7
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	105,0	98,4	6,7
Services d'enseignement	238,7	249,3	-4,3
Soins de santé et assistance sociale	366,8	334,4	9,7
Information, culture et loisirs	141,3	133,0	6,2
Hébergement et restauration	197,1	182,8	7,8
Autres services	168,7	179,4	-6,0
Administration fédérale (incluant la Défense)	63,7	48,6	31,1
Administrations publiques provinciales et territoriales	66,6	74,6	-10,7
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autres	72,0	67,8	6,2
ENSEMBLE DES SECTEURS	3 334,8	3 233,2	3,1

- : Donnée non disponible.

Notes : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

La classification type des industries (CTI de 1980) a été remplacée par le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) en janvier 1999.

Les données chronologiques de l'*Enquête sur la population active* (EPA) ont été révisées en janvier 2000 afin de s'adapter aux chiffres de la population basés sur le Recensement de 1996 et de refléter une nouvelle méthode d'estimation (estimation composite) par Statistique Canada. En conséquence, les données publiées dans ce *Bulletin* ne peuvent en aucun cas être comparées avec celles des *Bulletins* précédents. Les modifications se répercutent sur l'ensemble des données de l'EPA, à partir de 1976 pour les données provinciales et de 1987 pour les données régionales.

Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Tableau 7

**NOMBRE D'UNITÉS DE LOGEMENT
ET VALEUR ESTIMATIVE DE LA CONSTRUCTION**
Outaouais et ensemble du Québec

Catégorie	Outaouais			Ensemble du Québec		
	Janvier et février		Variation	Janvier et février		Variation
	2000	1999	en %	2000	1999	en %
Nombre d'unités de logement	95	105	-9,5	2 507	2 340	7,1
Valeur estimative de la construction (total en milliers de dollars)	17 231	16 001	7,7	558 987	489 797	14,1
- résidentielle (000)	10 754	10 133	6,1	289 485	255 487	13,3
- industrielle (000)	1 688	197		76 101	79 024	-3,7
- commerciale (000)	3 405	2 879	18,3	141 966	124 072	14,4
- institutionnelle et gouvernementale (000)	1 384	2 792	-50,4	51 435	31 214	64,8

Source : CANSIM — Statistique Canada, *Permis de bâtir*.

Tableau 8

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS
Outaouais
1^{er} trimestre 2000

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise	Montant de l'investissement (000 \$)	Remarques	
Construction résidentielle	Brigil construction inc. (Hull)	45 000	Construction de 150 maisons unifamiliales à Hull, évaluées entre 185 000 à 430 000 dollars. Une quinzaine de maisons seraient déjà promises. Projet réparti sur quelques années qui avait été annoncé au deuxième trimestre de 1999.	
	Le Plateau de la Capitale (Hull)	800	Construction de deux triplex à Hull dans le Plateau de la Capitale.	
	Solim et Merlin Immobilier (Gatineau)	44 000	Construction d'un complexe immobilier de 400 unités de logements pour personnes âgées, <i>Cité Jardin Centre-Ville</i> , à Gatineau. Projet réparti en 4 phases étalées sur 3 ans. La première phase actuellement en cours se terminera en juin 2001 et comptera 330 unités de logements regroupées en 2 immeubles liés par une unité de services communs. Le projet va créer 85 emplois.	
Construction commerciale	Société municipale d'habitation Asticou (Hull)	1 200	Aménagement de deux immeubles existants sur la rue Carillon à Hull en 83 unités de logements.	
	Construction	Bo-Terrain (Gatineau)	700	Somme investie pour créer les Jardins de Varennes. Création de 12 emplois.
	Commerce	Coopérative Agrodor (Thurso- MRC de Papineau)	500	Construction d'un centre de rénovation Co-op, d'un nouvel entrepôt et d'un centre administratif. Ce projet a déjà été annoncé dans le <i>Bulletin</i> du deuxième trimestre de 1999.
		Home Dépôt	30 000	Projet annoncé dans le dernier Bulletin. sept millions iront à la construction du magasin de 125 000 pieds carrés.
		Loeb (Gloucester, Ottawa)	1 600	Les travaux de rénovation sont maintenant terminés.
		SAQ Dépôt (Hull)	800	Réaménagement de l'ancien Loeb Champlain à Hull pour créer une succursale de 21 000 pieds carrés et 15 emplois.
	Finance	Maurice Marois (BNC) (Hull)	350	Aménagement d'une nouvelle succursale de la Banque Nationale du Canada sur la rue Saint-Joseph à Hull.
Information, culture et loisirs	La Filature inc. (Hull)	1 700	Création d'un Centre d'art contemporain dans une ancienne usine de filature à Hull. Obtient une subvention de 1,7 million de dollars pour la restauration de l'édifice.	
	Ville de Hull (Hull)	1 300	Aménagement d'un complexe multisports dans l'ancien édifice Connors de Hull. Les travaux de réaménagement de cet édifice de 125 000 pieds carrés seront entrepris à compter de l'automne 2000.	

Source : Relevé de l'économiste régionale d'Emploi-Québec.

Tableau 8

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS (suite)
Outaouais
1^{er} trimestre 2000 (suite)

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise	Montant de l'investissement (000 \$)	Remarques
Construction commerciale			
Information, culture et loisirs	Club de golf Montpellier (MRC Papineau)	500	Construction d'une salle de réception pouvant accueillir 600 personnes et aménagement d'une terrasse.
	Ville de Hull (Hull)	456	Rénovation du centre communautaire Laurent-Groulx de Hull.
Construction industrielle			
Bois	Les Séchoirs Outaouais (Montebello, MRC de Papineau)	750	Automatisation de la chaîne de débitage. Les travaux de modernisation et d'agrandissement pour cette nouvelle ligne seront terminés au cours de l'été.
Activités diverses de fabrication	Leurres Pro du Nord (Aylmer)	3,5	On a annoncé une contribution financière de 750 000 dollars de trois organismes dans le dernier <i>Bulletin</i> . Au total l'investissement est de 3,5 millions et a créé 28 emplois qu'on prévoit faire grimper à 100 avant la fin de l'année.
Technologie de l'information	Nortel Networks (Ottawa)	211 000	Construction d'un édifice d'un peu plus de 500 000 pieds carrés et embauche de 1 200 personnes.
	ProVance Technologies inc. (Gatineau)	3 000	Relocalisation sur la rue Bellehumeur à Gatineau. Obtient une subvention de 3 millions de dollars. Quinze emplois créés à court terme et espère passer de 50 à 100 emplois à moyen terme.
	Rogers AT&T (Gloucester, Ottawa)	150 000	Construction d'un centre d'appels de 60 000 pieds carrés. Ouverture prévue pour septembre prochain. Création d'emplois au début de 150 personnes et pouvant atteindre 600 emplois dans un an.
	SpaceBridge Networks (Hull)	2 000	Aide financière qui permet de maintenir la recherche et les emplois.
Transports et entreposage	J.A.G.A. international (Gatineau)	600	Construction d'un nouveau garage de camions d'une superficie de 8 000 pieds carrés. Embauche prévue d'une vingtaine de chauffeurs de camions.

Source : Relevé de l'économiste régionale d'Emploi-Québec.

Tableau 8

PRINCIPAUX PROJETS D'INVESTISSEMENT EN COURS OU ANNONCÉS (suite)
Outaouais
1^{er} trimestre 2000 (suite)

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise	Montant de l'investissement (000 \$)	Remarques
Construction institutionnelle	Soins de santé et assistance sociale Centre de la petite enfance Aux p'tits anges créateurs (Hull)	1 000	Ouverture prévue pour septembre 2000, capacité de 80 places en garderie et création d'une douzaine d'emplois.
	Centre de la petite enfance Aux Petits Campagnards (Cantley-MRC Des Collines)	250	Construction d'une garderie à Cantley, le projet devrait débiter en 2000.
	Centre de la petite enfance La Ribambelle (Aylmer)	300	Agrandissement et rénovation de la garderie.
	Centre de la petite enfance L'Oiseau bleu (Buckingham)	250	Construction d'une garderie à Buckingham
	Pavillon du Parc (CUO)	4 300	Amélioration de ses infrastructures dont le Centre Mgr-Proulx d'Aylmer et construction d'un centre communautaire spécialisé à Gatineau.
Services d'enseignement	Commission scolaire Western Québec (Aylmer)	2 600	Agrandissement du Centre de formation technologique de l'Outaouais d'Aylmer. Ajout de 22 000 pieds carrés.
	Commission scolaire Western Québec (Aylmer)	5 000	Construction d'une école secondaire anglophone à Aylmer pouvant accueillir 400 élèves.
	Commission scolaire au Cœur-des-Vallées (MRC Papineau)	101,5	Réseautage de cinq bibliothèques scolaires.
Travaux de génie	Ville de Gatineau (Gatineau)	160	Aménagement de 7 à 8 éoliennes sur le lac Beauchamps.
	Ville de Hull (Hull)	3 000	Construction de la caserne centrale d'incendie à Hull. Le bâtiment aura une superficie de 18 300 pieds carrés.
	Ville de Thurso (Thurso)	3 000	Travaux d'installation d'égouts pluviaux et de restauration de plusieurs rues. Ces travaux débutent en juin 2000 et seront étalés sur une période de deux ans.
	Ottawa-Carleton	16 000	Les travaux de construction d'un service de train léger débutent en juin 2000 pour se terminer au printemps 2001.
Multisecteurs	Développement économique Canada (Outaouais)	9 325	Cette somme sera investie dans la région au cours des 5 prochaines années dont 6,875 millions en technologies de l'information, 1,2 million en tourisme et 1,25 million en développement des territoires.
	Fonds de lutte contre la pauvreté (Outaouais)	1 996	41 projets acceptés et financés entre la fin de septembre 1999 et la fin de mars 2000 pour la création d'un peu plus d'une centaine d'emplois.

Source : Relevé de l'économiste régionale d'Emploi-Québec.

Tableau 9
PERTES D'EMPLOIS ANNONCÉES
Outaouais
1^{er} trimestre 2000

Secteur d'activité économique	Nom de l'entreprise	Nombre d'emplois supprimés	Remarques
Transports et entreposage	Air Montréal (Gatineau)		L'entreprise a cessé ses activités à l'aéroport de Gatineau pour une période indéterminée.
Commerce	Belron Canada (Hull)	3	Fermeture du magasin Lebeau vitres d'autos à Hull suite à une grève. Vente de celui de Gatineau.
	Oscar Poulin et fils (Hull)	13	Fermeture du commerce en gros.
	Super C (Aylmer)	75	Les travailleurs sont en grève et ils n'ont aucun contrat de travail depuis le 31 décembre dernier.
Information, culture et loisirs	Télévision communautaire de la Petite-Nation (MRC Papineau)	4	Fermeture en raison d'un sous-financement.

Source : Relevé de l'économiste régionale d'Emploi-Québec.

Tableau 10

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES PRESTATAIRES DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
Outaouais, CUO et MRC
Données de décembre 1999 et variations par rapport à décembre 1998 (%)

Caractéristiques	CUO	(%)	Collines-de- l'Outaouais	(%)	Papineau	(%)	Pontiac	(%)	Vallée-de-la- Gatineau	(%)	Outaouais	(%)
Nombre d'adultes	13 613	-6,2	1 418	-6,1	1 790	-5,1	1 134	-1,6	1 919	-2,3	19 883	-4,9
Femmes	7 239	-5,9	666	-6,1	891	-7,0	565	-3,4	986	-5,4	10 351	-5,4
Hommes	6 374	-6,6	752	-6,1	899	-3,2	569	0,4	933	1,1	9 532	-4,5
Aptes au travail	10 076	-9,0	1 080	-7,8	1 296	-6,4	732	-4,9	1 408	-3,2	14 674	-7,5
% des aptes au travail	74,0 %		76,2 %		72,4 %		64,6 %		73,4 %		73,8 %	
Aptes de moins de 30 ans	3 036	-12,1	239	-15,8	296	-16,1	184	-8,5	362	-6,0	4 153	-11,2
% de moins de 30 ans	30,1 %		22,1 %		22,8 %		25,1 %		25,7 %		28,3 %	
30 à 44 ans	4 431	-10,0	474	-12,9	532	-8,6	299	-4,8	600	-5,5	6 372	-9,1
45 à 54 ans	1 648	-4,7	220	5,3	255	2,0	157	3,3	261	3,2	2 551	-1,6
55 ans et plus	961	-0,3	147	8,9	213	7,0	92	-10,7	185	1,6	1 598	1,2
Durée cumulative depuis 1975												
Aptes moins de 2 ans à l'aide	1 974	-17,1	165	-14,5	179	-20,1	108	-0,9	199	7,0	2 645	-14,4
2 ans et plus à l'aide	8 102	-6,8	915	-6,5	1 117	-3,7	624	-5,6	1 209	-4,7	12 029	-5,8
% de plus de 2 ans à l'aide	80,4 %		84,7 %		86,2 %		85,2 %		85,9 %		82,0 %	
Niveau de scolarité atteint (terminé ou non)												
Inconnu	2 943		252		193		99		295		3 813	
Primaire	927	-10,5	156	-8,8	185	-11,9	125	-6,7	210	-7,5	1 612	-9,3
Secondaire	5 587	-12,0	637	-12,1	872	-9,8	484	-2,8	862	-9,1	8 481	-10,7
Collégial	368	-18,2	24	0	28	-12,5	20	-28,6	35	25,0	477	-15,1
Universitaire	251	-11,0	11	-15,4	18	28,6	4	33,3	6	-14,3	291	-8,2

Note : La somme des territoires diffère des résultats obtenus pour l'ensemble de la région de l'Outaouais.
Source : ministère de la Solidarité sociale, décembre 1999. Compilations spéciales effectuées par Emploi-Québec.

Tableau 11

PRESTATAIRES SANS GAINS DE L'ASSURANCE EMPLOI ¹
Outaouais, CUO et MRC et ensemble du Québec

Territoires	4 ^e trimestre ²		variation
	1999	1998	%
Outaouais	4 470	4 900	-8,8
MRC			
Papineau	540	560	-3,6
Communauté urbaine de l'Outaouais	2 260	2 610	-13,4
Les Collines-de-l'Outaouais	420	500	-16,0
La Vallée-de-la-Gatineau	940	870	8,0
Pontiac	320	360	-11,1
Ensemble du Québec	138 910	144 540	-3,9

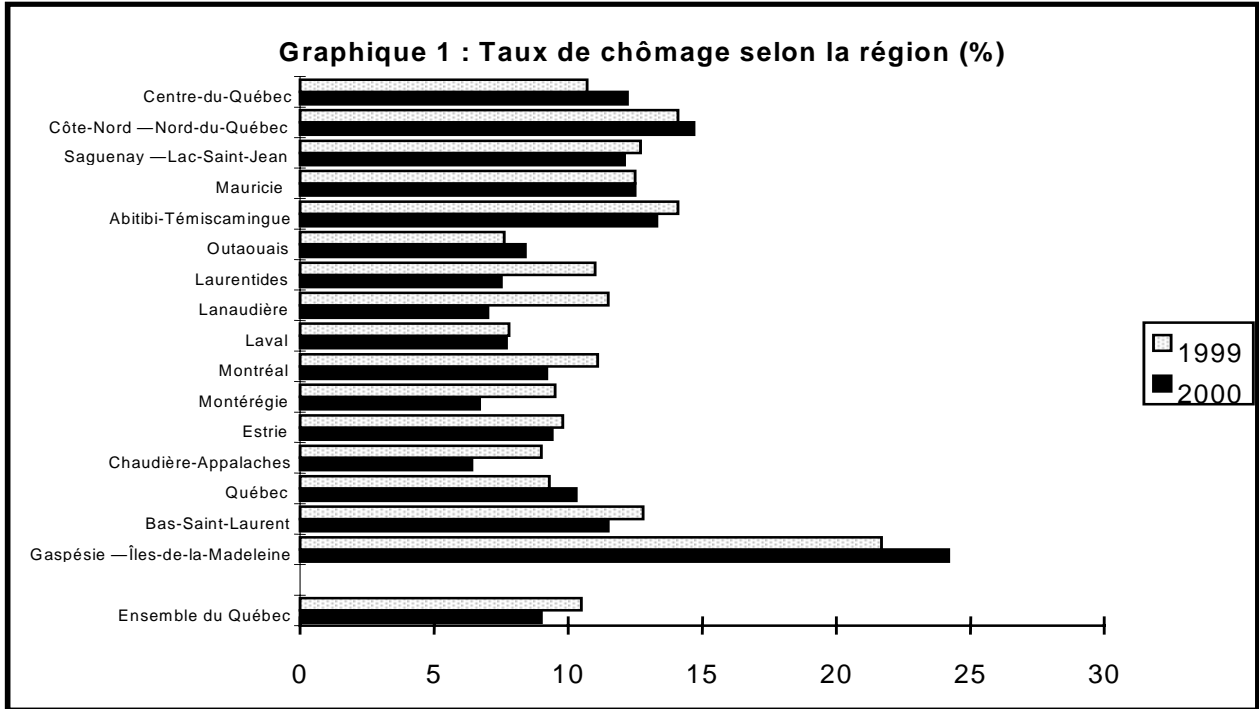
1- Prestataires sans gains : prestataires de l'assurance emploi n'ayant déclaré aucun revenu durant la période de référence.

2- Les données du quatrième trimestre de 1999 sont basées sur les estimations préliminaires de décembre.

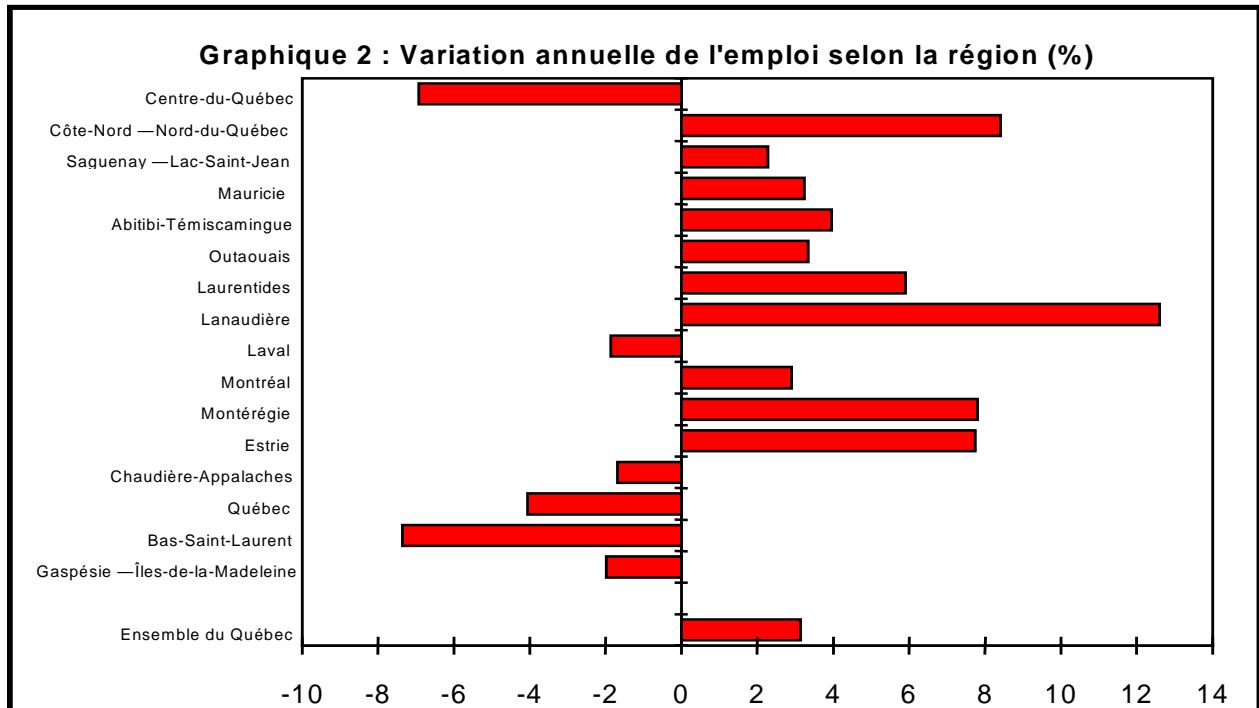
Source : Statistique Canada, Division de la statistique du travail.

Graphiques 1 et 2

TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
1^{er} trimestre 2000



Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.



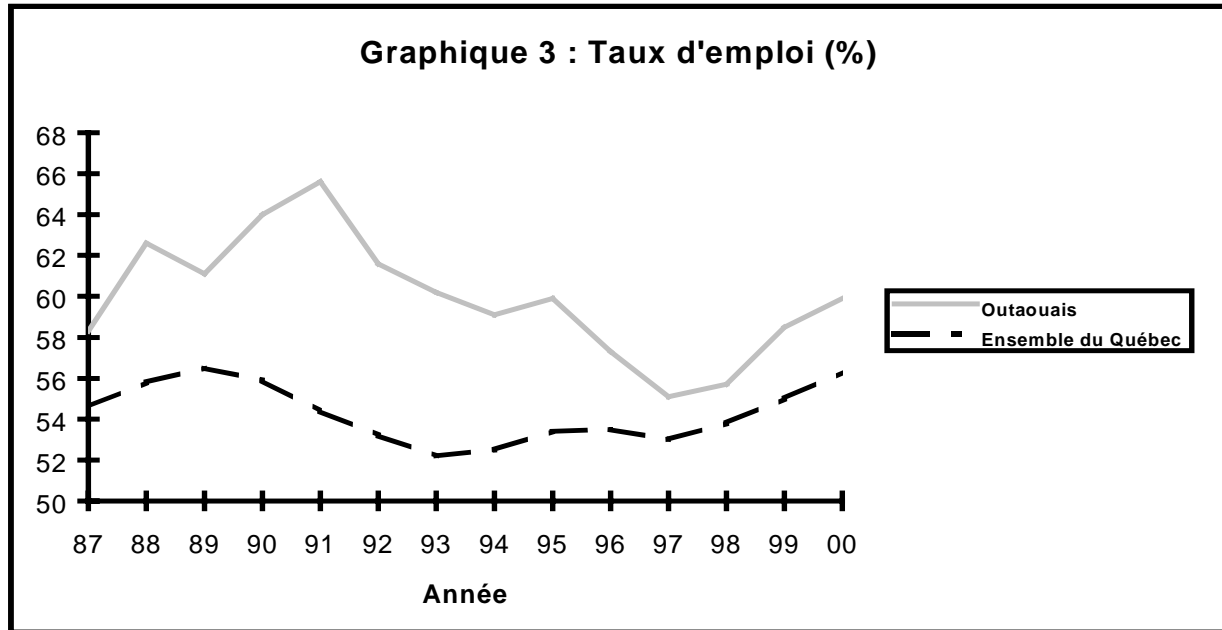
Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphiques 3 et 4

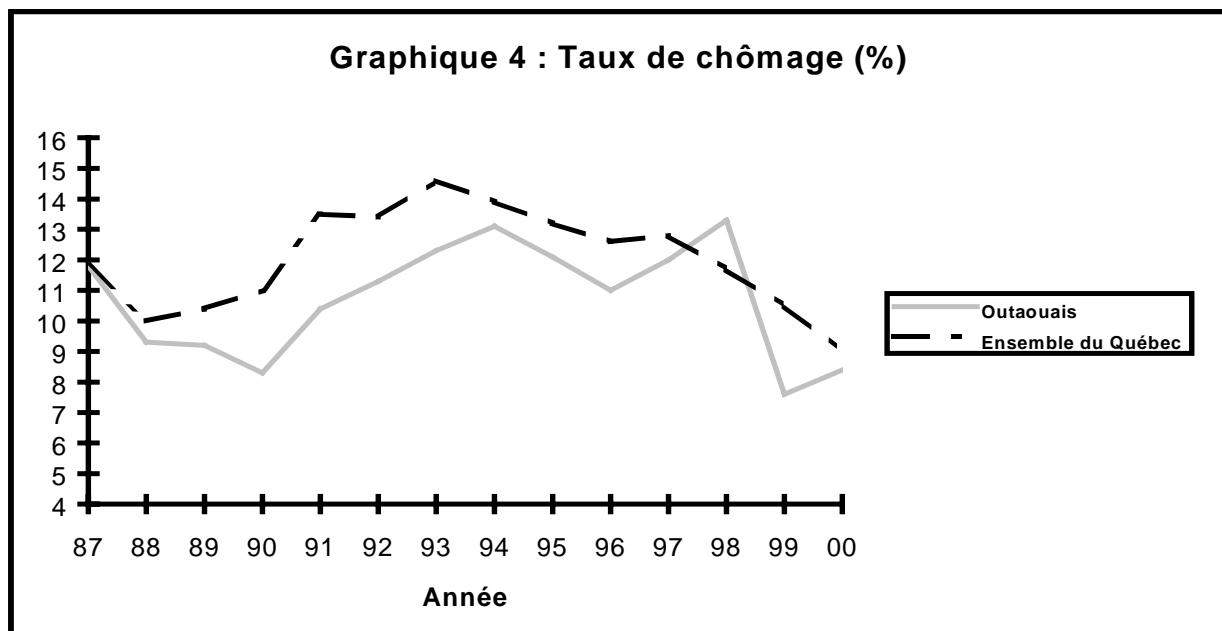
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)

Outaouais et ensemble du Québec

1^{er} trimestre 2000



Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

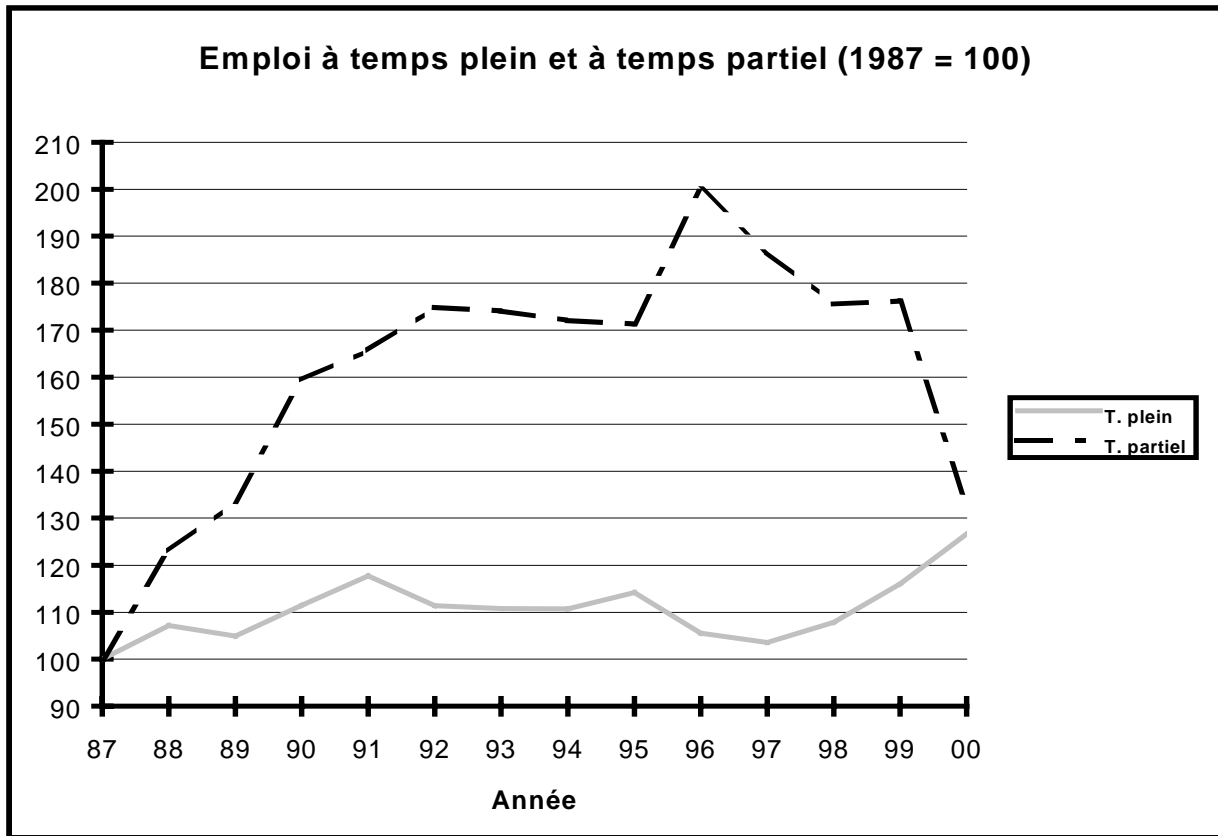


Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.

Graphique 5

EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL

Outaouais
1^{er} trimestre 2000



Source : *Enquête sur la population active*. Compilations spéciales, Statistique Canada.